

GAP Jean-Baptiste Djebbari, rapporteur de la loi sur le pacte ferroviaire, était invité par les députés Pascale Boyer et Joël Giraud

Ligne Gap-Grenoble : les inquiétudes demeurent

Le député de la Haute-Vienne, Jean-Baptiste Djebbari (LREM), a emprunté hier la ligne Gap-Grenoble, menacée de fermeture. Une visite pour échanger, qui n'a pas dissipé les craintes des défenseurs du train.

« Je suis un chat noir », répète Joël Giraud en descendant du train qui a du retard. Hier matin, en gare de Gap, le député de la 2^e circonscription et son homologue du sud, Pascale Boyer, ont reçu Jean-Baptiste Djebbari, député (LREM) de la Haute-Vienne. Le rapporteur du projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire du 27 juin 2018, aujourd'hui co-rapporteur de la mission d'application de cette même loi, et également membre titulaire de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, a répondu à l'invitation des parlementaires haut-alpins. Objectif : mettre en lumière l'importance de la ligne Gap-Grenoble, jugée vétuste, et menacée de fermeture si des travaux ne sont pas engagés.

« Le rapport Philizot doit faire la lumière sur les besoins »

Jean-Baptiste Djebbari est arrivé à la gare de Gap peu avant 11 heures. Il était attendu par une cinquantaine de personnes dont des représentants de la CGT cheminots, des gilets jaunes, usagers, et membres du collectif de l'étoile ferroviaire de Veynes. Le même collectif qui avait dénoncé quelques jours plus tôt la venue de Jean-Baptiste Djebbari. La réponse de Joël Giraud ne s'était pas fait attendre : « Vouloir montrer à un député en charge de dossiers ferroviaires



«Auriez-vous aimé faire ce trajet en car ?» a écrit cet usager qui se tient à côté de Jean-Baptiste Djebbari, rapporteur de la loi sur le pacte ferroviaire. Photos Le DL/Vincent OLLIVIER

la situation d'une de ces petites lignes indispensables pour les territoires est donc un crime. Quant au fait de prendre le train, si tous les membres du collectif prenaient autant le train que moi...»

La conférence de presse qui s'est déroulée hier dans les locaux de la gare de Gap a eu lieu sans tension. Jean-Baptiste Djebbari n'a pas fait d'annonce, mais s'est employé à répondre aux inquiétudes : « Le rapport Philizot, qui va être publié au début de l'été, doit faire la lumière sur les besoins et le financement réel de la régénération de la ligne. Les chiffres sur les financements sont toujours discutés. Là, on doit avoir pour la première fois une étude qui dit exactement : le besoin de pérennisation coûte "x" millions d'euros. La ligne Gap-Grenoble a un bel avenir. Je suis optimiste. »

Le député de la Haute-Vienne a ensuite pris le TER pour se rendre à Grenoble où il a, là aussi, échangé avec des élus et

usagers.

D'après SNCF Réseau, on compte 160 000 voyages en TER par an sur la ligne Gap-Grenoble. Le collectif de défense de la ligne évoque de son côté 1 000 voyageurs par jour (soit plus de 360 000 dans l'année). Toujours selon SNCF Réseau, il faudrait investir 94 millions d'euros pour sécuriser l'ensemble de la ligne (dont 70 millions entre Vif et Lus). S'il n'y a pas de travaux entrepris, la circulation pourrait être arrêtée en 2021.

Flavien OSANNA

Le préfet François Philizot est chargé de mission par la ministre des Transports, Élisabeth Borne. Une mission dont le but est d'établir le diagnostic et le scénario possible d'évolution des lignes ferroviaires. Le préfet Philizot a reconnu l'importance de la ligne Grenoble-Veynes-Gap dans son rôle de désenclavement des territoires alpins, mais confirme la menace de suspension de l'exploita-

tion de la ligne si des travaux ne sont pas réalisés d'ici 2020-2021.

ILS ONT DIT

■ **Pascale Boyer** (députée LREM de la 1^{re} circonscription des Hautes-Alpes) : « Cette ligne Gap-Grenoble, on doit la préserver. On en a besoin. C'est important pour nos étudiants, pour nos Haut-Alpins, et pour les touristes. »

■ **Joël Giraud** (député LREM de la 2^e circonscription des Hautes-Alpes) : « La France est le seul pays en Europe où les normes sont les mêmes, que vous soyez sur une ligne où il y passe 18 trains par jour ou une ligne à 400 trains par jour. Ce qui entraîne des coûts importants pour la remise aux normes de lignes qui ont un faible trafic. Chez nos voisins, grâce à un système de normes différenciées, nous avons des tas de lignes qui rouvrent. »

Les cheminots se sentent « complètement abandonnés »

Au cours de la conférence de presse organisée hier à Gap par les trois parlementaires, les défenseurs du train ont exprimé leurs inquiétudes, notamment sur la tenue des financements des travaux de la ligne Gap-Grenoble et aussi sur la suppression des guichets dans certaines gares.

Gérald Martinez, cheminot et maire de Saint-Léger-lès-Mélèzes, a mis en avant le ras-le-bol d'une profession : « Notre direction nous a complètement abandonnés. Il y a une démobilitation. Lorsqu'on supprime des contrôleurs, lorsqu'on donne l'accès aux trains d'une manière facile aux gens, on leur donne la possibilité d'être en infraction. Mais les gens s'en foutent. Ils n'ont plus personne pour leur vendre de billets. Et prennent le train sans. C'est de l'argent qui ne rentre pas dans nos caisses et qui n'est plus répercuté sur l'entretien du réseau. »



Les cheminots ont accueilli le député de la Haute-Vienne sur le quai.